

DECRET N° 2014-378/PRES/PM/MPFG/MEF/MATS/MATD du 12 mai 2014 portant adoption du programme une femme, un acte de naissance. JO N°33 DU 14 AOUT 2014

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2009-672/PRES/PM/MEF/MPF du 7 octobre 2009 portant adoption de la politique nationale genre ;

VU le décret n° 2012-554/PRES/PM/MATDS du 05 juillet 2012 portant adoption de la Stratégie nationale de l'Etat civil au Burkina Faso ;

VU le décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2013-856/PRES/PM/MPFG du 03 octobre 2013 portant organisation du Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre ;

Sur rapport du Ministre de la Promotion de la Femme et du Genre;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 1^{er} août 2013 ;

DECRETE

-
-

ARTICLE 1 : Est adopté le programme « une femme, un acte de naissance » dont le document est joint en annexe au présent décret.

ARTICLE 2 : Le Ministre de la Promotion de la Femme et du Genre, le Ministre de l'Economie et des finances, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 12 mai 2014

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

-

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Le Ministre de la Promotion

de la Femme et du Genre

Nestorine SANGARE/COMPAORE

Le Ministre de l'Administration

Territoriale et de la Décentralisation

Jérôme BOUGOUMA

Le Ministre de l'Aménagement

du Territoriale et de la Sécurité

Abel Toussaint COULIBALY

-
-
-

PROGRAMME

« UNE FEMME, UN ACTE DE NAISSANCE »

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

« L'état civil est une institution légale permettant l'enregistrement officiel, obligatoire, permanent et continu des faits (naissances, mariages et décès) relatif à l'état des personnes et de leurs caractéristiques dans un but administratif et juridique. Il constitue de ce fait le socle de toute politique qui vise à renforcer la citoyenneté, à mieux assoir le jeu démocratique, à accroître l'efficacité de l'Etat en matière prospective ainsi que celle de collectivités locale dans le domaine de la planification et du développement ».

Cet extrait tiré de la Stratégie nationale de l'Etat civil indique à souhait, l'importance de la possession de l'acte de naissance par ou du jugement déclaratif d'acte de naissance par tous les citoyens et citoyennes burkinabés. Malgré les campagnes de sensibilisation, d'établissement gratuit d'actes de naissance et des efforts d'élargissement des centres d'état civil, force est de constater qu'une grande partie de la population ne dispose toujours pas d'actes de naissance. La non possession de documents d'état civil est encore plus marquée chez les femmes et les filles.

En effet, selon Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des Ménages réalisée en 2009 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, au Burkina Faso, 34,5% des femmes n'ont pas d'acte de naissance. Cette situation est disparate en fonction du milieu de résidence. Le tableau 1 ci-dessous donne les statistiques d'hommes et de femmes ne possédant pas un acte de naissance ou une pièce d'identité selon le sexe et le milieu de résidence.

Tableau 1 : Pourcentage de la population ne possédant pas de pièce d'identification selon le sexe et le milieu de résidence en 2009.

milieu de résidence	acte de naissance		pièce d'identité	
	femmes	hommes	femmes	hommes
Urbain	10,7%	6,9%	24,9%	10,3%
Rural	41,9%	29,3%	60,1%	24,3%
Burkina Faso	34,5%	23,9%	50,8%	20%

Sources : INSD, EICVM 2009 (tiré de : INSD, Femmes et Hommes au Burkina Faso. Des faits et des chiffres 2012).

Ainsi, il apparaît que 41,9% de femmes en zone rurale ne possèdent pas d'actes de naissance contre 10,7% des femmes en zone urbaine. Chez les hommes, les taux de non possession d'actes d'état civil concernent 23,9% pour l'ensemble du Burkina Faso soit 29,3% en zone rurale et 6,9% en zone urbaine (Cf. tableau 1 ci-dessus). Ces chiffres montrent qu'environ 3 millions de femmes au Burkina Faso vivent toujours sans reconnaissance officielle, sans actes de naissance. Ces derniers sont donc privés des possibilités d'accomplir les actes légaux nécessaires à la vie civile, matrimoniale, administrative, politique et économique. Cet état de fait constitue une contrainte importante à la mise en œuvre des programmes leviers du Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre.

Disposer d'un acte d'état civil est un droit et une obligation selon la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Dans le cadre de la mise en œuvre de la PNG adoptée en juillet 2009, le MPFG a élaboré cinq programmes leviers qui sont : (1) programme de renforcement des capacités d'accès des femmes et des filles aux services sociaux de base, (2) programme intégré d'appui à l'autonomisation économique des femmes, (3) programme d'appui à l'autonomisation sociopolitique des femmes, (4) programme d'appui au dialogue avec les chefs coutumiers et les leaders religieux sur les droits des femmes, (5) programme d'appui au pilotage de la mise en œuvre et au suivi évaluation de l'impact de la Politique Nationale Genre (PNG). Avec l'appui des agences du système des Nations-Unies, le Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre a élaboré en programme conjoint d'appui à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Par ailleurs, suite au voyage d'étude effectué par la Ministre et la Première Dame en Jamaïque, un programme spécifique sera dédié à la lutte contre les grossesses non désirées des filles adolescentes.

Les processus d'autonomisation économique, sociale et politique des femmes et des filles seront difficilement réalisables sans les documents de base fondant leur statut légal et leur permettant l'établissement des pièces d'identité (CNIB) et de nationalité. Il est de même pour : la possibilité d'aller dans une caisse populaire, une banque, dans une structure de financement pour contracter un crédit, de se marier légalement devant l'officier d'Etat civil, l'obtention d'un titre foncier, la possibilité de voyager d'une ville à l'autre, traverser la frontière burkinabè, l'obtention de divers actes administratifs, etc. Ne pas disposer des documents d'identité c'est vivre en marge d'un certain nombre de droits civiques notamment les services offerts par l'Etat dans le cadre des projets et programmes. Les femmes et les filles qui ne disposent pas d'actes de naissance ne peuvent pas profiter de toutes ces opportunités parce qu'elles ne peuvent pas faire la preuve de leur identité, de leur nationalité.

Conscient de ces réalités, le gouvernement a élaboré sous l'égide du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité une Stratégie nationale d'état civil dont les cinq axes sont : (1) consolidation et opérationnalisation des cadres juridiques et institutionnels du système d'état civil, (2) renforcement des capacités des structures et des acteurs, (3) modernisation et sécurisation de l'état civil, (4) accroissement de l'adhésion des populations aux services de l'état civil, (5) renforcement de la production des statistiques de vie.

Compte tenu de son rôle transversal et conformément à sa mission qui est "d'élaborer et de mettre en œuvre de programmes prioritaires spécifiques en faveur des femmes et des filles dans les domaines critiques en complémentarité avec les politiques et programmes existants", le ministère propose le présent Programme « une femme un acte de naissance ». Ce programme entre dans l'axe 4 de la Stratégie nationale d'état civil « accroissement de l'adhésion des populations aux services d'état civil », et vise l'atteinte de l'objectif spécifique 4.2. « promouvoir l'utilisation systématique des services d'état civil comme un droit et une obligation ».

Ce programme se veut une contribution à la prise en compte du genre dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'état civil. Elle vise à la réduction rapide de l'écart important observé entre l'accès des hommes et des femmes aux actes de naissance. La particularité de ce programme est de contribuer à réduire les inégalités de genre dans la possession d'actes d'état civil afin de créer les conditions de base permettant aux femmes de participer aux processus initiés pour leur autonomisation économique et sociopolitique. L'évaluation du programme permettra d'en tirer les leçons et les recommandations pour le futur.

II. OBJECTIFS DU PROGRAMME

2.1. Objectif général

L'objectif général du programme est de renforcer la prise en compte du genre dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'état civil en dotant au moins deux millions (2 000 000) de femmes et de filles d'actes de naissance et de jugements déclaratifs d'actes de naissance leur permettant d'avoir des documents légaux nécessaires pour bénéficier des initiatives visant leur autonomisation économique et sociopolitique.

2.2. Objectifs spécifiques

Il s'agit de façon spécifique de :

1. Identifier les femmes et les filles qui ne disposent pas d'actes de naissance dans toutes les communes du Burkina Faso;

2. sensibiliser les femmes et les hommes sur l'importance de la détention et de la conservation de l'acte de naissance pour une femme;
3. mobiliser au moins deux (2) milliards de francs CFA nécessaires au financement des activités du programme;
4. Appuyer l'établissement des actes de naissance pour au moins deux (2) millions de femmes et de filles et leur remise aux bénéficiaires;
5. coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre du programme en vue de capitaliser les résultats et leçons pour des actions futures.

III. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

La stratégie de mise en œuvre du programme s'appuie sur l'application du principe de transversalité dans la prise en charge des besoins d'accès des femmes aux actes de naissance. La transversalité vise une plus grande efficacité des actions afin de permettre au gouvernement d'offrir une réponse plus adaptée et une plus grande satisfaction à des acteurs et des bénéficiaires. Celle-ci appelle à une harmonisation des modes d'intervention pour une cohérence globale des actions entreprises au profit des femmes. L'enjeu est la construction d'une « inter professionnalité » active et créative, pour une meilleure lisibilité des politiques, une meilleure utilisation des moyens collectifs en faveur de l'accès accru des femmes et filles à l'acte de naissance. Il s'agit de mettre en commun les visions, et actions pour aboutir à une congruence des compétences, des moyens financiers, des méthodes afin de répondre efficacement aux besoins d'actes de naissances des femmes et des filles au Burkina Faso en produisant une plus-value qu'on n'aurait pas individuellement

En fonction de la stratégie transversale ainsi retenue, les sept (07) principales étapes de mise en œuvre de ce programme seront les suivantes: (1) la mise en place d'un comité interministériel et d'une unité de gestion du programme, (2) la mobilisation des ressources financières et humaines, (3) la sensibilisation de l'opinion publique, (4) l'identification des bénéficiaires, (5) l'établissement des actes de naissances, (6) la distribution des actes de naissances aux bénéficiaires, (7) l'évaluation du programme.

Plusieurs actions de collecte de données, de sensibilisation, de communication et de mobilisation des ressources ont déjà été réalisées et d'autres sont prévues afin de permettre l'atteinte des objectifs visés par le programme.

3.1. Mise en place d'un comité interministériel et l'unité de gestion du programme

Dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre du programme, un comité interministériel a été mis en place depuis septembre 2012. Ce sont les différents techniciens concernés qui ont élaboré le présent document de programme. A ce jour, le comité interministériel regroupe:

- le Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre ;
- le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (MATS) ;
- le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD) ;
- le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) ;
- le Ministère de la Justice (MJ), le Ministère de l'Economie et des finances (MEF) ;
- le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC) ;
- Le Ministère de la Justice.

Bien d'autres Ministères intéressés par la question peuvent encore se faire représenter au sein du comité en adressant une correspondance au MPFG. C'est en joignant les forces de tous les acteurs que le gouvernement pourra s'attaquer efficacement à ce problème récurrent qu'est celui du faible accès des femmes et filles aux actes de naissance.

D'une manière générale, la mise en œuvre du programme nécessitera la contribution technique de tous les acteurs avec des responsabilités clairement définies dans le processus. Le comité interministériel sera formalisé par arrêté conjointe.

Tableau 2 : Rôles et responsabilités des différents acteurs

N° d'ordre	Rôles/responsabilités	Acteurs
01	Pilotage et coordination de la mise en œuvre du programme.	MPFG
02	Mobilisation et organisation des préfectures, des haut-commissariats, des gouvernorats pour l'établissement des actes de naissance.	MATS
03	Mobilisation et organisation des conseils régionaux, des mairies pour l'établissement et la délivrance des actes de naissance et des jugements supplétifs.	MATD
04	Paraphe des registres d'état civil par les procureurs.	MJ
05	Appui à la sensibilisation de la société civile et des citoyens.	MPFG, MDHPC

06	Identification et recensement des élèves de sexe féminin sans actes de naissance.	MENA
07	Mobilisation des ressources financières.	MEF, MPFG

L'unité de gestion, logée au sein du MPFG, est l'organe technique de coordination des activités de mise en œuvre du programme. Elle met en application les orientations du comité interministériel.

3.2. Mobilisation des ressources

Dans le cadre de la mobilisation des ressources, trois types d'acteurs majeurs sont identifiés. Il s'agit de l'Etat, des Partenaires Techniques et Financiers et de la population de l'intérieure et de l'extérieure du pays.

Le lancement officiel de la campagne de mobilisation des ressources a eu lieu lors du forum national des femmes tenu les 13, 14 et 15 septembre 2012 sous le thème « *Prise en compte des femmes dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable* ». Par la suite, un dîner gala a été organisé le 14 décembre 2012 pour inciter toutes les bonnes volontés à faire des dons.

En plus du dîner gala, la stratégie mise en place pour collecter les fonds est la suivante:

- le plaidoyer pour la mobilisation des ressources complémentaires lors de la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la stratégie nationale de l'état civil ; en collaboration avec le Ministère de l'Administration Territoriale et la Sécurité (MATS) et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ;
- l'organisation de rencontres dans les douze (12) autres régions du Burkina Faso pour la collecte de fonds dans le cadre de la coopération décentralisée;
- l'ouverture d'un compte bancaire domicilié à **Coris Bank numéro 13341824101** pour recueillir des donations en appui au programme;
- la mise à jour du site web www.une pour informer les souscripteurs sur l'évolution de l'Opération.

La souscription se fait à travers des fiches disponible en ligne et au Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre et auprès du **régisseur du Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre**

- La gestion des ressources mobilisées

Dès l'entame de la mise en œuvre du Programme, les ressources disponibles dans le Compte à CORIS BANK seront transférées dans un Compte Trésor selon les exigences du Ministère de l'Economie et des Finances.

La capitalisation et la gestion de l'ensemble des fonds collectés seront supervisées par la Direction de l'Administration et des Finances du Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre. Selon les modalités de gestion convenues avec MATS et MEF, le financement sera géré en fonction des activités dévolues à chaque ministère impliqué.

- Dotation de ressources matérielles aux services compétents

Pour la mise en œuvre efficace et efficiente du programme il est nécessaire de doter les services compétents en matériel logistique, informatique et des fournitures de bureaux. Le budget y relatif est joint en annexe. ..

3.3. Sensibilisation de l'opinion publique

Les sensibilisations vont toucher aussi bien les femmes et les hommes afin qu'ils prennent conscience de l'importance de la détention et de la conservation des pièces d'état civil. La campagne de sensibilisation débutera en octobre 2013 et consistera à concevoir des spots radios et télé en langues nationales (mooré, dioula, fulfuldè, gulmatchéma, bissa, dagara, lobi, kasséna, gourounsi, etc.) La diffusion sera faite dans la presse audiovisuelle aussi bien publique que privée sur tout le territoire national.

Pour ce faire, la démarche communicationnelle utilisera comme relais les autorités administratives déconcentrées et décentralisées, les CVD et les autorités coutumières et religieuses. Les médias locaux, communautaires et confessionnels, les médias traditionnels (griots, marchés...) seront des canaux privilégiés de communication.

Une stratégie globale de communication a été élaborée et sera révisée pour accompagner la poursuite du programme. Il s'agira de corriger les insuffisances de la communication pour qu'elle contribue réellement aux objectifs visés par le programme.

3.4. Identification des bénéficiaires

L'opération d'identification des bénéficiaires va consister à recenser les femmes et les filles ne disposant pas d'actes de naissance. Le recensement se fera au cours de la période Décembre 2013-Janvier 2014 par les conseillers municipaux dans tous les villages du Burkina Faso (un conseiller par village). Les Comités Villageois de Développement (CVD) et les groupements et associations féminins seront également impliqués pour l'identification et l'enregistrement des femmes et filles qui n'ont pas d'actes de naissance. Dans le cas où les conseillers du village sont analphabètes, il se fera aider par un instruit.

Un contrat sera signé avec les agents recenseurs. Ce contrat couvre la phase de recensement, la sensibilisation des populations sur l'importance de la détention et de la conservation des pièces d'états civils, de remise des actes de naissances aux bénéficiaires.

Les services déconcentrés du MPFG vont travailler avec les coordinations des associations de femmes au niveau communal pour assurer le contrôle du recensement de toutes les femmes et filles sans actes de naissance. L'identification des femmes et filles bénéficiaires se fera à l'aide de fiches conçues avec l'appui des autres départements ministériels concernés et intégrant toutes les informations requises dans le cadre de Stratégie Nationale de l'Etat Civil. Ce recensement permettra d'avoir une vue exhaustive de la situation. Les informations collectées seront stockées dans base de données conçue à cet effet. Une liste des bénéficiaires par province, commune, village sera établie et envoyée aux services techniques pour l'établissement des actes de naissance. Le chronogramme détaillé des activités est joint en annexe.

3.5 Le lancement de l'opération d'établissement

Dans le but de traduire l'intérêt du gouvernement pour la réussite du projet, la cérémonie de lancement sera placée sous le très haut patronage de son Excellence Monsieur le Premier Ministre. La cérémonie se déroulera dans une commune à fort taux de non possession d'actes de naissances par les femmes.

3.6. Etablissement des actes de naissances

Le programme consiste à établir, deux millions (2 000 000) d'actes de naissance pour les femmes et les filles qui n'en ont pas. Les services techniques des préfectures et mairies munies des listes des bénéficiaires se rendront dans les villages au cours de la période de janvier à mi février pour l'établissement des actes de naissance.

L'établissement des actes de naissances est sous la responsabilité exclusive des ministères techniques chargés de cette activité (MPFG, MEF, MATS, MATD, MASSN, MJ, MDHPC). Le MPFG leur transmettra la liste des bénéficiaires ainsi que les moyens financiers et matériels nécessaires. L'ensemble des services techniques concernés travaillera de concert pour l'établissement des actes de naissances dans les délais appropriés et selon le chronogramme de mise en œuvre du programme.

3.7. Remise des actes de naissances aux bénéficiaires

La mise à la disposition des actes de naissances aux bénéficiaires sera réalisée au cours de la période de Mars à Avril 2013 à travers des missions dans les villages concernés par les conseillers municipaux en partenariat avec celles des autres entités participantes. Les conseillers des villages et les femmes membres des coordinations communales seront mis à contribution. Une cérémonie officielle de remise des actes de naissances sera organisée pour marquer le début de cette dernière étape. Une conférence de presse sera organisée pour faire le bilan du programme.

IV. MODALITES DE SUIVI- EVALUATION

Les activités de suivi et d'évaluation seront assurées par une équipe technique mise en place spécialement à cet effet. Les services techniques du MPFG en collaboration avec les départements ministériels et les autres acteurs impliqués dans le programme seront chargés de cette mission. Un dispositif de coordination et de suivi rigoureux de toutes les étapes de mise en œuvre du programme.

La tâche principale de ce dispositif est de s'assurer i) du recensement effectif d'au moins 2 000 000 femmes à travers les fiches d'identification, ii) de l'établissement d'un nombre équivalent ou supérieur de femmes, iii) de la remise effective des actes de naissance établis aux bénéficiaires. Il s'agit de s'assurer à la fin du programme que dans toutes les communes toutes les femmes identifiées sont entrées en possession de leurs actes de naissance.

Il est prévu l'organisation de missions de suivi de la mise en œuvre du programme dans toutes les communes du Burkina Faso. Les rapports de missions serviront au suivi et l'élaboration des rapports trimestriels et annuels.

Comme livrables attendus de l'unité de suivi-évaluation du programme, il est prévu:

- l'élaboration de fiche de collecte de données ;
- l'élaboration de rapports trimestriels et d'un rapport annuel de suivi au cours des quinze (15) mois de mise en œuvre du programme;

- la réalisation avec l'appui de consultants externes de l'évaluation finale de la mise en œuvre du programme ;

Ce projet donne une orientation globale au programme « Une femme, un acte de naissance ». Il se prête à une déclinaison en programme d'activités annuel pour prendre en compte les repères majeurs de cette initiative.

A ce titre, il est un instrument dynamique à portée transversale dont l'utilisation appelle la participation active de l'ensemble des parties prenantes. Le programme fera l'objet d'une évaluation pour apprécier le degré d'atteinte des objectifs et des résultats attendus.

ANNEXES

I. CADRE LOGIQUE

Objectifs/Résultats attendus	Actions prioritaires	Indicateurs de résultats	Sources de vérification	Hypothèses criti
Objectif global : renforcer la prise en compte du genre dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'état civil en dotant plus de deux millions (2 000 000) de femmes et de filles d'actes de naissance et de jugements supplétifs leur permettant d'avoir des documents légaux nécessaires pour bénéficier des initiatives visant leur autonomie économique et sociopolitique.				
Objectif spécifique 1 : Identifier les femmes et les filles qui ne disposent pas d'actes de naissance dans toutes les communes du Burkina Faso				
R1.1. Le nombre de femmes et de filles qui n'ont pas d'actes de naissance est connu	Ap. Identification des bénéficiaires à travers des campagnes de recensement des femmes et jeunes filles non détentrices d'actes de naissance dans toutes les communes	Nombre de femmes et de filles recensées	Rapport périodique du programme	Disponibilité des ressources humaines, financières matérielles en quantité suffisante
	Ap. Formation des enquêteurs pour le recensement des femmes et des filles qui n'ont pas d'actes de naissance.	nombre d'enquêteurs formés	rapport de formation	Disponibilité des ressources financières en quantité suffisante
Objectif spécifique 2 : Sensibiliser les femmes et les hommes sur l'importance de la détention et de la conservation de l'acte de naissance pour une femme				
R2.1. Les femmes et les hommes sont sensibilisés à l'importance de l'acte de naissance et de la carte nationale d'identité pour une femme	Ap. Sensibilisation des hommes et des femmes sur l'importance de la détention et de la conservation de l'acte de naissance pour une femme	1. Nombre d'hommes et de femmes sensibilisées à travers les 13 régions du Burkina	Rapport périodique du programme	Disponibilité des ressources financières en quantité suffisante
Objectif spécifique 3 : Mobiliser au moins deux (2) milliards de francs CFA nécessaires au financement des activités du programme				
R3.1. Le système de collecte des fonds est mis en place	Ap. Mise en place des mécanismes de collecte des ressources	1. Existence de mécanismes de coordination et de pilotage 2. Existence des caisses de collecte 3. Existence d'un site web et d'un compte bancaire fonctionnel	Rapport périodique du programme	Disponibilité des ressources financières en quantité suffisante
R3.2. Au moins deux (2) milliards de francs CFA sont mobilisés et	Ap. Mobilisation des ressources à travers l'organisation d'un dîner gala et d'autres initiatives dans les treize (13) régions du Burkina Faso et hors du pays pour	1. Taux de recouvrement des ressources financières	Rapport périodique du programme	Motivation des donateurs

disponibles pour l'établissement des actes de naissance	Ap. Plaidoyer et sensibilisation auprès des PTF et des donateurs nationaux	1. fonds mobilisés auprès des PTF et des donateurs nationaux.	Rapport périodique du programme	Motivation des donat
Objectif spécifique 4 : Appuyer l'établissement des actes de naissance pour au moins deux (2) millions de femmes et de filles et leur remise aux bénéficiaires				
R4.1. Les deux (2) millions de femmes et de filles possèdent des actes de naissance grâce au programme	Ap. Etablissement des actes de naissances par les services compétents dans les différentes communes	1. Nombre de femmes et de filles bénéficiaires d'actes de naissance	Rapport périodique du programme	Disponibilité des finan matérielles en quantiti
Objectif spécifique 5 : Coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre du programme en vue de capitaliser les résultats et leçons pour des actions futures				
R5.1. Les mécanismes de suivi-évaluation fonctionnent	Ap. Organisation des missions de suivi-évaluation du programme Ap. Organisation des rencontres de coordination aux niveaux central et déconcentré.	1. Nombre de sorites de suivi-supervision et de rencontres de coordination. 2. Existence de rapports de suivi de l'opération et de rencontres de coordination. 3. Existence d'un rapport d'évaluation	Rapports de suivi rapport d'évaluation	Disponibilité des finan matérielles en quantiti

VI. PROGRAMMATION PHYSIQUE DES ACTIVITES

Résultats attendus	Actions prioritaires	Objectifs/Activités	Structures responsables	Partenaires
Objectif global: renforcer la prise en compte du genre dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'état civil en dotant plus de deux millions (2 000 000) de femmes et de filles d'actes de naissance et de jugements supplétifs leur permettant d'avoir des documents légaux nécessaires pour bénéficier des initiatives visant leur autonomisation économique et sociopolitique.				
Objectif spécifique 1 : Identifier les femmes et les filles qui ne disposent pas d'actes de naissance dans toutes les communes du Burkina Faso				
R1.1. L'effectif des femmes qui n'ont pas d'actes de naissance est connu	Ap. Identification des bénéficiaires à travers des campagnes de recensement des femmes et jeunes filles non détentrices d'actes de naissance dans toutes les communes	Ac1.1.1 Tenir une rencontre préparatoire du comité interministériel pour définir le mode opératoire (le nombre de passage, la tranche d'âge, etc.) du recensement	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires CVD, OSC, etc.
		Ac1.1.2 Elaborer et reproduire des fiches d'enregistrement des femmes	MPFG	MATS/MATD
		Ac1.1.3 Recruter des agents recenseur pour la collecte des données	MPFG	MATS/MATD
		Ac1.1.4 Former les enquêteurs pour le recensement des femmes et des filles qui n'ont pas d'actes de naissance.	MPFG	MATS/MATD
		Ac1.1.5 Organiser le recensement des femmes et filles ne possédant pas d'actes de naissance	MPFG	MATS/MATD
		Ac1.1.6 Organiser la saisie des données	MPFG	MATS/MATD
		Ac1.1.2 Elaborer une base de données des femmes et filles ne possédant pas d'actes de naissance	MPFG	MATS/MATD
		Ac1.1.4 Faire un point de presse et publier des articles dans	MC	Les autres

		la presse écrite sur le nombre de femmes et de filles recensées	MPFG MATS/MATD	Ministères partenaires CVD, OSC
Objectif spécifique 2 : Sensibiliser les femmes et les hommes sur l'importance de la détention et de la conservation de l'acte de naissance pour une femme				
R2.1. Les femmes et les hommes sont sensibles à l'importance de l'acte de naissance et de la carte nationale d'identité pour une femme	Ap. Sensibilisation des hommes et des femmes sur l'importance de la détention et de la conservation de l'acte de naissance pour une femme	Ac2.1.1.. Organiser des rencontres dans les douze (12) autres régions du Burkina Faso pour la collecte de fonds dans le cadre de la coopération décentralisée	MPFG MEF MATS/MATD	
		Ac2.1.2.Publier régulièrement des articles dans les journaux le déroulement du programme	MPFG MATS/MATD	MC
		Ac2.1.3.Produire et diffuser des spots télé et radio de sensibilisation dans les médias nationaux et locaux	MPFG MATS/MATD	MC
		Ac2.1.4.Répertoire toutes les productions médiatiques tenues lors du dîner gala	MPFG	
		Ac2.1.5 Produire et diffuser des films de sensibilisation et d'information sur le programme		
Objectif spécifique 3 : Mobiliser au moins deux (2) milliards de francs CFA nécessaires au financement des activités du programme				
R3.1. Le système de collecte des fonds est mis en place	Ap. Mise en place des mécanismes de collecte des ressources	Ac3.1.1. Mettre à jour le site web pour informer les souscripteurs sur l'évolution du programme	MPFG MEF MATS/MATD	Les autres partenaires
		Ac3.1.2. Publier la liste des contributeurs dans les journaux	MPFG	
		Ac3.1.3. Mettre en place le dispositif de gestion des ressources	MPFG MEF	Banque
R3.2. Au moins deux (2) milliards de francs CFA sont mobilisés et disponibles pour l'établissement des actes de naissance	Ap. Mobilisation des ressources à travers l'organisation d'un dîner gala et d'autres initiatives dans les treize (13) régions du Burkina Faso et hors du pays pour	Ac1.2.1.Organiser un dîner gala pour la collecte de fonds	MPFG	
		Ac3.2.2 Faire un plaidoyer pour la mobilisation des ressources complémentaires lors de la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la stratégie nationale de l'état civil ; en collaboration avec le MATS et le MEF	MPFG	Comité d'organisation du gala
		Ac3.2.3.Collecter les contributions des donateurs à l'intérieur et à l'extérieur du Burkina	MPFG	Tous les autres acteurs
Objectif spécifique 4 : Appuyer l'établissement des actes de naissance pour au moins deux (2) millions de femmes et de filles et leur remise aux bénéficiaires				
R4.1. Les deux (2) millions de femmes ont des actes de naissance	Ap. Etablissement des actes de naissances à travers la mise à la disposition de moyens financier et matériels aux services compétents dans les différentes communes du Burkina Faso	Ac4.1.1.Doter les services compétents des ressources matérielles et financières nécessaires	MPFG	Services compétents au niveau communal
		Ac4.1.1. organiser des audiences foraines pour requérir les requêtes des femmes	MATS/MATD	
		Ac4.1. 2 Organiser la cérémonie officielle de l'établissement des actes de naissance	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires
		Ac4.1.3.Etablir les actes de naissance -acquisition des timbres ; -acquisition des formulaires	MPFG MATS/MATD	Services compétents au niveau communal
		Ac4.1.4 Organiser la cérémonie officielle de remise des actes de naissance	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires
		Ac4.1.5 Organiser l'opération de remise des actes de naissances aux bénéficiaires par région	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires
		Ac4.1.6 superviser la remise des actes de naissance dans les villages		
Objectif spécifique 5 : Coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre du programme en vue de capitaliser les résultats et leçons pour des actions futures				
R5.1.Les mécanismes de suivi-évaluation et de coordination fonctionnent	Ap. Organisation des missions de suivi-évaluation et des rencontres de coordination du programme	Ac5.1.1.Mettre en place et faire fonctionner une unité de gestion	MPFG MATS/MATD	
		Ac5.1.2.Mettre en place et faire fonctionner un comité interministériel de pilotage	MPFG MATS/MATD	
		Ac5.1.3.Elaborer deux (2) rapports semestriels d'activités	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires
		Ac5.1.4. Elaboration un rapport annuel de suivi au cours des quinze (15) mois de mise en œuvre du programme	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires
		Ac5.1.5.Organiser des missions de suivi- évaluation dans les communes	MPFG MATS/MATD	Les autres Ministères partenaires
		Ac5.1.6. Organiser des rencontres de coordination aux niveaux central et décentralisé	MPFG	Les autres Ministères partenaires
		Ac5.1.7. Réaliser avec l'appui de consultants externes	MPFG	Les autres

		l'évaluation finale de la mise en œuvre du programme	MATS/MATD	Ministères partenaires
		Ac5.1.7. Organiser un point de presse pour présenter le bilan de l'opération	MPFG	Presses

Chronogramme des activités

activité	2013				2014							
	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	mai	Juin	Juil	Août
alisation du projet (discussion avec le comité interministériel)	.											
e en place et faire fonctionner l'Unité de Gestion du programme	.											
ilisation des ressources financières pour le programme	.	.	.	.				
mettre à jour le site web pour informer les souscripteurs sur l'évolution de l'Opération	.	.	.	.				
ertorier toutes les productions médiatiques tenues lors du dîner gala	.	.										
ue d'une rencontre du comité interministériel sur le mode opératoire du programme	.											
eloppement de la campagne médiatique	.	.	.	.	.	.
ection de compagnies médiatiques pour préparations des diffusions télévision et radios	.	.	.	.	.	.
roduire et diffuser des films de sensibilisation	.	.	.	.	.	.
laboration des fiches d'enregistrement des femmes	.	.										
produire des fiches d'enregistrement des femmes		.	.	.	.			
uisition du matériel logistique, informatique et les fournitures de bureau (y compris les ines mécaniques)		.	.	.	.			
iat des registres et les formulaires (requête et certificat de non inscription) pour les ctures et les mairies		.	.	.	.			
activité	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	mai	Juin	Juil	Août
tribution du matériel (registres, formulaire, crayons, etc)			.	.								
rutement des agents recenseurs	.	.	.									
nature des contrats des agents recenseurs		.	.									
mation des agents recenseurs, des contrôleurs et des superviseurs		.	.									
icement du programme par le Premier Ministre					.							
censement des femmes et filles qui ne possèdent pas d'actes de Naissance				.	.							
vi-Supervisions de la collecte				.	.							
rutement d'agents de saisie					.							
tralisation des fiches d'enquête				.	.							
mation des agents de saisie				.	.							
sie des données				.	.							
vi-supervision de la saisie des données				.	.							
blissement d'une base de données					.							
alisation d'une conférence de presse pour présenter les résultats du recensement et ar la suite de l'opération						.						